

Par Reuters, publié le 27/07/2010 à 16:00, mis à jour le 27/07/2010 à 21:07

## Le raid contre AQMI au Mali trahit une coordination défailante

Le raid conduit la semaine dernière par l'armée mauritanienne contre un repaire d'Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) dans le désert malien avec l'appui d'éléments français esquisse une escalade contre les djihadistes au Sahara mais il trahit aussi des carences dans la coordination entre pays riverains contre le terrorisme.



### AL QAÏDA AU MAGHREB ISLAMIQUE

Les assaillants n'ont pas trouvé, comme ils l'escomptaient, l'otage français Michel Germaneau, enlevé en avril par AQMI, qui a annoncé l'avoir exécuté en représailles de ce coup de main qui a fait six morts dans leurs rangs. Le président Nicolas Sarkozy a confirmé sa mort et promis qu'elle ne resterait pas "impunie".

Selon André LeSage, chercheur associé sur l'Afrique à l'université de défense nationale des Etats-Unis, l'opération franco-mauritanienne montre à quel point la menace islamiste régionale est prise au sérieux. La France semble admettre que former les militaires locaux et leur fournir des équipements n'est plus suffisant.

Le regain d'activité, et notamment la vague d'enlèvements, imputable aux éléments islamistes armés dans la bande du Sahel incluant notamment la Mauritanie, le Mali et le Niger a entraîné un soutien international accru pour les pays concernés dans leur lutte contre AQMI.

Sous la houlette de la France et des Etats-Unis, qui ont dépêché en mai sur le terrain des centaines de membres de leurs forces spéciales pour former les militaires locaux à la lutte anti-insurrectionnelle, l'Occident s'implique davantage mais attend en retour une meilleure coordination entre les pays concernés.

*"Malgré les efforts internationaux pour mettre en place une capacité militaire, promouvoir les échanges de renseignements et favoriser une volonté politique dans la région, on constate peu d'actions coordonnées des pays sahéliens contre AQMI", note LeSage.*

### **"UN ACTE DE GUERRE"**

Le Mali, dont le territoire a été le théâtre du raid inédit franco-mauritanien, est souvent perçu comme le maillon faible du front des pays aux prises avec AQMI, du fait des liens supposés entre certains de ses dirigeants et les islamistes qui écument le nord désertique et quasi incontrôlable de son territoire.

Peut-être faut-il voir là une des raisons pour lesquelles les autorités maliennes n'ont pas été informées des préparatifs du raid, les incitant à accuser la Mauritanie de porter sa propre guerre au Mali. La visite ultérieure du ministre mauritanien de la Défense à Bamako avait sans doute pour objectif d'arrondir les angles.

Il y a été suivi lundi soir par Bernard Kouchner, chef de la diplomatie française, auquel le président Amadou Toumani Touré a exprimé le souhait que, à l'avenir, les opérations antiterroristes fassent l'objet d'une vraie coordination régionale. *"Je ne peux que l'approuver"*, a dit Kouchner. Un haut responsable du ministère malien de la Défense s'est montré moins diplomate, en déplorant que le Mali ait été tenu *"à l'écart"* pour lancer une opération qui s'est soldée par un échec signifiant immanquablement, selon lui, la mort de l'otage.

*"Nous sommes préoccupés par l'attitude de la France. Nous avons signé des accords de droit de suite avec la Mauritanie. Mais, en l'espèce, ce n'était pas un droit de suite. Ils ne pourchassaient personne jusqu'au Mali. Ce n'était pas de la poursuite, mais un acte de guerre"*, a-t-il affirmé.

Si elle peut se réjouir du durcissement de Paris depuis la libération récente par le Mali de quatre islamistes en échange d'un autre otage français, l'Algérie tique, elle aussi, devant l'irruption de l'ancienne puissance coloniale dans ce qu'elle considère comme son pré carré.

L'Algérie, qui revendique le leadership de la lutte régionale contre AQMI, dont le noyau dur est formé par des anciens de l'insurrection islamiste de 1992 sur son propre sol, juge que *"c'est aux pays de la région de s'occuper de la sécurité"*.

C'est à Tamanrasset, dans le Sud algérien aux confins des frontières nigérienne et malienne, qu'est installé le quartier général régional de lutte contre AQMI, une coordination qui, selon Richard Barrett, chef de l'unité onusienne de surveillance d'Al Qaïda, prendra du temps et nécessitera quelques succès.

Selon le ministre algérien des Affaires étrangères, Mourad Medelci, qui intervenait devant le sommet de l'Union africaine à Kampala, la coopération de pays étrangers à la lutte régionale contre le terrorisme est possible, "*mais seulement quand cela est nécessaire*".

### **"RISQUE ACCRU" POUR LA FRANCE**

Wolfram Lacher, directeur pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord au cabinet Control Risks, relève que la mise à l'écart de Bamako et Alger dans la préparation du raid de la semaine dernière dénote des problèmes de coopération régionale, alors que celle-ci est cruciale contre AQMI.

L'Espagne, dont deux ressortissants sont également aux mains d'une faction du mouvement djihadiste au Sahara, a laissé, elle aussi, percer son irritation de n'avoir pas été consultée et sa crainte que ses otages fassent les frais du coup de main.

"*Les pays occidentaux doivent faire très attention à ce que leur implication directe au Sahel ne renforce pas AQMI*", estime LeSage. Les islamistes algériens vouent déjà la Mauritanie aux gémonies pour avoir appelé la France à la rescousse.

La France était certes soucieuse de convaincre son opinion publique qu'elle n'était pas impuissante face à AQMI mais, selon l'experte sud-africaine en terrorisme Anneli Botha, en dépêchant des militaires au Sahara pour traquer les islamistes, elle fait le jeu de ces derniers.

Si la France "*était déjà visiblement menacée par AQMI*", note Claude Moniquet, directeur du Centre européen de sécurité et de renseignement stratégique, son appui à la Mauritanie face à cette organisation "*l'expose à un risque accru*".

Les diplomates et ressortissants français dans la zone sahélo-saharienne, où le président Sarkozy a demandé "*instamment*" à ses compatriotes de ne plus voyager jusqu'à nouvel ordre, sont en première ligne, mais une attaque en Europe même n'est pas à exclure, explique Moniquet.

Nicolas Sarkozy a dépêché Bernard Kouchner au Mali, en Mauritanie et au Niger pour examiner avec les autorités locales et les diplomates français les mesures de sécurité à prendre pour protéger les expatriés.

Au Niger, où il exploite des mines d'uranium, le groupe nucléaire français Areva a limité au strict nécessaire les déplacements de son personnel, qui compte 50 expatriés, pour la plupart français.